



Revue de presse



Jeudi 04 Janvier 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'avant-projets de loi et la présentation d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le gouvernement examine l'avant-projet de loi relative au partenariat public-privé

Le Gouvernement, réuni mercredi sous la présidence du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a examiné l'avant-projet de loi relative au partenariat public privé, indique un communiqué des services du Premier ministre.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Gouvernement: examen du cadre réglementaire relatif à la création et au fonctionnement des zones franches

Le Gouvernement, réuni mercredi sous la présidence du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a examiné le cadre réglementaire relatif à la création et au fonctionnement des zones franches, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au renforcement des échanges commerciaux avec les pays voisins du Sud et à la promotion des exportations hors hydrocarbures.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Assurances: près de 170 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2023

Le marché national des assurances devrait cumuler un chiffre d'affaires, acceptations internationales comprises, d'environ 168,4 milliards de DA en 2023, soit une progression de 2,6%, comparativement aux réalisations enregistrées en 2022, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa note de conjoncture.

Selon les prévisions de clôture du Conseil, les sociétés d'assurance de dommages prévoient de clôturer l'exercice 2023 avec un total de primes estimé à 145,2 milliards de DA, soit une hausse de 2,9% par rapport à l'année précédente.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Bourse d'Alger: le nouveau règlement facilitera les introductions des entreprises

La Bourse d'Alger, qui s'apprête à enregistrer de nouvelles introductions dès janvier, a relevé une hausse de 40% en termes de capitalisation boursière au premier semestre, confirmant les indicateurs positifs de 2022, a indiqué le président de la COSOB, Youcef Bouzenada, soulignant que la Bourse connaîtra en 2024 une nouvelle dynamique à la faveur du nouveau règlement devant faciliter les levés de fonds et les introductions de nouvelles sociétés.



Bourse d'Alger : Le nouveau règlement facilitera l'introduction des entreprises

La Bourse d'Alger, qui s'apprête à enregistrer de nouvelles introductions dès janvier, a relevé une hausse de 40% en termes de capitalisation boursière au premier semestre, confirmant les indicateurs positifs de 2022, a indiqué le président de la COSOB, Youcef Bouzenada, soulignant que la Bourse connaîtra, en 2024, une nouvelle dynamique, à la faveur du nouveau règlement devant faciliter les levées de fonds et les introductions de nouvelles sociétés.



Secteur de l'Industrie : Consolidation de la production nationale et de l'investissement local

Plusieurs réformes, décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour relancer le secteur industriel et rendre disponible le foncier, ont été concrétisées en 2023, dans le cadre d'une dynamique amorcée depuis quatre ans, laquelle devrait se consolider au cours de la nouvelle année qui commence, à la faveur des dispositions de la loi de finances 2024.

L'exécution de ces réformes économiques a été entamée en 2020 à travers différentes mesures dont la mise en place de l'institution du Médiateur de la République, qui a permis la levée des obstacles sur près de 900 entreprises.



Réunion du gouvernement/ Partenariat public-privé et démocratie participative

2024 sous le signe de la coopération

Décentralisation, démocratie participative et bonne gouvernance au niveau local.

Deux importants projets de lois susceptibles d'apporter une dynamique sociale et économique particulière pour l'année 2024 ont été examinés, hier, par le gouvernement. Pour sa première sortie de la nouvelle année, le gouvernement qui a tenu, hier, sa traditionnelle réunion hebdomadaire a ouvert les dossiers de la gouvernance des collectivités locales et le partenariat public-privé dans le financement, réalisation et la gestion de grandes infrastructures relevant potentiellement du domaine de l'État.



[Activité boursière](#)

[Comment rattraper le temps perdu](#)

Ce texte vise à donner un nouveau souffle à la Bourse et faciliter l'acte de lever des fonds.

En phase de restructuration et d'ouverture vers de nouveaux paradigmes de fonctionnement, l'activité boursière tente de s'adapter aux développements économiques enregistrés ces dernières années, à travers de nouvelles orientations. C'est ce qu'a précisé le président de la Cosob, Youcef Bouzenada, soulignant que « la Bourse connaîtra en 2024 une nouvelle dynamique à la faveur du nouveau règlement devant faciliter les levées de fonds et les introductions de nouvelles sociétés, en vue d'actualiser l'ensemble des textes réglementaires régissant l'activité du marché financier afin de l'harmoniser avec les nouvelles exigences de l'économie nationale et les standards internationaux ».



[Taux de change officiel : L'Euro se rapproche des 150 dinars](#)

Les cotations commerciales de la banque d'Algérie, valables du 29 décembre au 3 janvier, indiquent que le change de l'euro se situe pour l'achat à 148.53 dinars algériens par unité, tandis que son taux de vente est à 148.60 dinars algériens.

Pour le même taux respectif, le dollar US vaut 134.26 et 134.28 dinars algériens. La Livre sterling s'échange contre 171.19 dinars algériens à l'achat, alors que le taux de vente se stabilise à 171.25 dinars algériens. Le dollar canadien, lui, voit son unité s'échanger respectivement contre 101.44 et 101.45 dinars algériens.



[Bourse d'Alger : Regain d'intérêt pour le marché obligataire](#)

«La Bourse d'Alger, qui s'apprête à enregistrer de nouvelles introductions, dès janvier, a relevé une hausse de 40% en termes de capitalisation boursière au premier semestre, confirmant les indicateurs positifs de 2022», a indiqué le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada.

Bourse d'Alger: Le nouveau règlement facilitera les introductions des entreprises

La Bourse d'Alger, qui s'apprête à enregistrer de nouvelles introductions dès janvier, a relevé une hausse de 40 % en termes de capitalisation boursière au premier semestre, confirmant les indicateurs positifs de 2022, a indiqué le président de la Cosob, Youcef Bouzenada, soulignant que la Bourse connaîtra en 2024 une nouvelle dynamique à la faveur du nouveau règlement devant faciliter les levées de fonds et les introductions de nouvelles sociétés.



Pétrole : Le Brent à 75,65 dollars

Les cours du pétrole reculaient mercredi , malgré les inquiétudes autour des tensions en mer Rouge qui pourraient avoir des conséquences sur le transport de l'or noir.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, perdait 0,32%, à 75,65 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, baissait de 0,47%, à 70,06 dollars, peu après avoir glissé sous la barre des 70 dollars. Les prix perdent du terrain malgré «les inquiétudes persistantes concernant le transport maritime (de brut) via la mer Rouge, car le marché semble se concentrer davantage sur les signaux baissiers comme les préoccupations sur l'économie mondiale», expliquent des analystes.



Assurances : Près de 170 milliards de dinars de chiffre d'affaires en 2023

Le marché national des assurances devrait cumuler un chiffre d'affaires, acceptations internationales comprises, d'environ 168,4 milliards DA en 2023, soit une progression de 2,6%, comparativement aux réalisations enregistrées en 2022, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa note de conjoncture.

Selon les prévisions de clôture du Conseil, les sociétés d'assurance de dommages prévoient de clôturer l'exercice 2023 avec un total de primes estimé à 145,2 milliards DA, soit une hausse de 2,9% par rapport à l'année précédente.

اجتماع الحكومة: دراسة عروض ومشاريع نصوص قانونية تخص عدة قطاعات

ترأس الوزير الأول، السيد نذير العرابوي، اليوم الأربعاء، اجتماعا للحكومة خصص لدراسة عروض ومشاريع نصوص قانونية تخص عدة قطاعات، حسب بيان لمصالح الوزير الأول، هذا نصه الكامل :

"ترأس الوزير الأول، السيد نذير العرابوي، اليوم الأربعاء 3 جانفي 2024، اجتماعا للحكومة خصص لدراسة المشروع التمهيدي للقانون المتعلق بالبلدية تنفيذا لتوجيهات السيد رئيس الجمهورية، الرامية إلى التجسيد الفعلي للمبادئ الدستورية في مجال اللامركزية والديمقراطية التشاركية والحوكمة الرشيدة على المستوى المحلي.

تأمينات: تحقيق رقم أعمال يقارب 170 مليار دج سنة 2023

يتوقع المجلس الوطني للتأمينات في مذكرته الظرفية أن يحقق سوق التأمين الوطني رقم أعمال يقدر بحوالي 168,4 مليار دج سنة 2023، بنسبة نمو قدرها 2,6 بالمائة مقارنة بالإنجازات المحققة سنة 2022.

وحسب توقعات المجلس، ستختتم شركات التأمين على الأضرار سنة 2023 بإجمالي أفساط بقيمة 145,2 مليار دج، أي بزيادة قدرها 2,9 بالمائة مقارنة ب2022.

بورصة الجزائر: التنظيم الجديد سيسمح بتسهيل دخول مؤسسات جديدة

سجلت بورصة الجزائر، التي تستعد لإدراج مؤسسات جديدة اعتبارا من يناير الجاري، خلال السداسي الاول 2023 ارتفاعا في القيمة السوقية بنسبة 40 بالمائة، مؤكدة المؤشرات الايجابية لسنة 2022، وفق ما أفاد به رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة يوسف بوزنادة، مضيفا ان البورصة ستشهد خلال سنة 2024 حركية جديدة في سياق التنظيم الجديد الذي أعدته والرامي الى تسهيل عمليات التمويل من خلال البورصة.

معالجة أكثر من نصف مليون شكوى لتأمين السيارات منذ 2022

تمكّنت المنصة الرقمية لشركات التأمين الخاصة بفرع التأمين على السيارات منذ إنشائها سنة 2022 من معالجة 634731 شكوى بقيمة 82.35 مليار دج.

قال رئيس الإتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية، لمجلة "إنجازات". أنه منذ إطلاق منصة "e-recours"، تم معالجة 2027 شكوى يوميا. مشيرا إلى أنّ 116.394 شكوى بقيمة 38.6 مليار دج تتعلق فقط بالحوادث المسجلة في 2023.



الصيرفة الإسلامية تستهدف الاستثمار أكثر خلال 2024 بمنتجات جديدة

"كفالات حلال" لرجال الأعمال الراغبين في المشاركة بالمناقصات

يحضّر القرض الشعبي الجزائري لإطلاق منتج جديد للمستثمرين والمتعاملين الاقتصاديين خلال الثلاثي الأول للسنة الجارية، تحت تسمية "كفالات" يؤهل المستثمرين الراغبين في المشاركة في مناقصات، على سبيل المثال، للاستفادة منه، وهي عبارة عن "قروض بالإمضاء"، يوقّعها البنك لطالبيها، كما يسعى نفس البنك، نهاية السداسي الأول من السنة الجارية، لتوسيع إمكانية التحويل من القروض الكلاسيكية إلى التمويل الإسلامي لكافة المنتجات العقارية، والتي تشمل اليوم فقط سكنات "آل. بي. بي" أي الترقوي العمومي، و"آل. بي. بي. آل" أي السكن العمومي الحر.



لجنة المالية تستأنف اجتماعاتها الاثنين المقبل

نصف الطاقم الحكومي مطلوب في البرلمان لتبشير ميزانية 2021

تستأنف لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني اجتماعاتها، الاثنين المقبل، بالاستماع إلى 12 وزيرا في حكومة نذير العرباوي في إطار دراسة مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021، وذلك بعد كل من وزير المالية ورئيس مجلس المحاسبة ومسؤولي قطاع المالية مثل الميزانية والخزينة والضرائب، وهذا لتبشير نفقات ومصاريف سنة 2021 وسبب عدم استكمال عدد من القطاعات الحكومية لمخصصاتها للسنة المالية، في حين رصد المجلس ديونا طائلة لوزارات أخرى.



أبو بكر سلامي: إطلاع المستثمرين على الامتيازات الضريبية.. ضروري

أكد الخبير في المالية والجباية أبو بكر سلامي على ضرورة تنظيم أيام دراسية لإطلاع المتعاملين الاقتصاديين على التدابير الجديدة لقانون المالية 2024 لأجل التحفيز والتطبيق، موضحاً أنّ الامتيازات الضريبية الجديدة جاءت لصالح المستثمر والمؤسسات، واشترط أن تصاحبها إجراءات متعدّدة لتحقيق النتائج المرجوة.

أوضح سلامي في تصريح لـ "الشعب"، أنّ قانون المالية 2024 يتضمّن العديد من التدابير التي تخص عدة قطاعات، وتهدف إلى تحسين الوضع الاقتصادي وتشجيع الاستثمار، خاصة أنها تنص على إلغاء الرسم على النشاط المهني الذي طالب به كثير من المتعاملين، ووعد رئيس الجمهورية بإلغائه، وتمّ إلغاء الرسم الذي يشكّل للجماعات المحلية نقصاً للموارد، ولكن وجدت أبواب أخرى لتمويلها وتعويض النقص الناتج عن القرار.



عائداتها توجه لتمويل ميزانيات البلديات

"الأميار" مطالبون بتحصيل 17 ضريبة في 2024

أقرت الحكومة 17 ضريبة ورسم يخص البلديات عبر قانون المالية لسنة 2024، الذي دخل حيز التنفيذ رسمياً بداية من الفاتح جانفي الجاري، ستستفيد منها كليا أو جزئياً.

ستستفيد البلديات بموجب قانون المالية 2024، من عائدات سبعة ضرائب ورسوم مخصصة كليا لفائدة الجماعات المحلية، ويخص الأمر الرسم على المنتوجات البترولية والرسم المحلي للتضامن الخاص بنقل المحروقات والرسم المحلي المتعلق بالأنشطة المنجمية، بنسبة 66 بالمائة لكل واحد منها، بينما ستستفيد 100 بالمائة من الرسم العقاري على الملكيات المبنية وغير المبنية، والرسم على رفع النفايات والرسم على السكن وكذا الرسم على الإقامة بتقديرات تحصيل بـ 147.04 مليار دينار جزائري، بينما تتوزع النسب المتبقية من الضرائب والرسوم السالف ذكرها على الولاية وصندوق التضامن والضمان للجماعات المحلية.

INTRODUCTION DU CPA ET DE LA BDL, NOUVEAU RÈGLEMENT DE LA BOURSE D'ALGER ET MARCHÉ OBLIGATAIRE

Les raisons de l'optimisme de la Cosob pour 2024

- **Donnant le bilan du premier semestre de l'année 2023, le président de la Cosob, Youcef Bouzenada, a évoqué une hausse de 40% du taux de capitalisation au 30 juin 2023 avec 79 milliards de dinars contre 57 milliards durant la même période en 2022.**

La Bourse d'Alger mise fort sur l'opération d'ouverture de capital devant toucher deux banques publiques cette année que sont le CPA et la BDL. Le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), Youcef Bouzenada, qui s'est exprimé sur l'APS, soulignait hier que ce marché est «un outil de financement supplémentaire au développement des entreprises algériennes du fait qu'il permet de drainer l'épargne et de capter les capitaux». Et d'assurer que compte tenu de la densité du tissu économique national, «le marché financier peut constituer une contribution significative aux efforts du gouvernement pour diversifier l'économie nationale et booster les modes alternatifs de financement des entreprises». Bouzenada s'attend également à un regain d'intérêt pour les opérations boursières cette année à la faveur de la promulgation du nouveau règlement intérieur de la Bourse d'Alger visant à «faciliter les levées de fonds et les introductions des sociétés». Donnant le bilan du premier semestre de l'année écoulée, Bouzenada a évoqué une hausse de 40% du taux de capitalisation au 30 juin 2023, avec 79 milliards de dinars contre 57 milliards durant la même période en 2022. Le nouveau règlement général régissant la Bourse des valeurs mobilières,

devant être prochainement publié au *Journal officiel*, remplace le texte de 1997 et vise à «donner un nouveau souffle à la Bourse». Ce texte, assure le même responsable, permettra de «faciliter l'acte de levée de fonds sur le marché financier à tout émetteur, quel que soit son statut ou sa taille, en simplifiant les dispositions d'admission, en encadrant au mieux les séances de Bourse». Cette réforme, indique la même source, permettra la création de cinq marchés.

QUITUS POUR UNE LEVÉE DE FONDS

«Il s'agit du marché des titres de capital, qui sera composé d'un segment principal et d'un segment de croissance avec des conditions d'admission fixées sur la base de la valeur de l'entreprise et non du capital social ; du marché des titres de créances et celui des organismes de placements collectifs (OPC), où l'on négocie les actions, parts et certificats de Sukuk. Ainsi que du marché des professionnels dédié aux titres de capital, de créance et d'OPC détenus et négociés pour le compte des investisseurs professionnels et, enfin, du marché des valeurs du Trésor, sur lequel seront négociées les obligations assimilables du Trésor», précise Bouzenada.

Pour rappel, la Bourse d'Alger ne compte pour

l'heure que quatre titres cotés, que sont Alliance Assurances, Biopahrm, El Aurassi et Sidal, en plus d'une PME, AOM Invest SPA, spécialisée dans les placements financiers.

L'introduction du CPA et de la BDL est une nouveauté pour la Bourse. La Cosob a, par ailleurs, accordé son quitus pour une levée de fonds de 36 milliards de dinars avec un taux d'intérêt de 5,2% pour Maghreb leasing Algeria (MLA). Le premier responsable de la Cosob a évoqué d'ailleurs un engouement pour le marché obligataire. «Nous avons observé un intérêt significatif de la part de nombreuses entreprises pour ce type de financement. Récemment, nous avons été approchés par plusieurs représentants d'entreprises cherchant des informations supplémentaires sur les modalités d'émission, en particulier celles qui ont besoin de financement et qui ne répondent pas aux critères requis pour obtenir un crédit bancaire», affirme le même responsable, indiquant que des mesures d'incitations fiscales pourraient être envisagées en faveur des investisseurs institutionnels sur le marché obligataire. Bouzenada souligne également qu'un plafonnement de crédits est prévu au profit des entreprises afin de les inciter à souscrire davantage au marché obligataire.

Nadjia Bouaricha

MODALITÉ D'ACQUISITION DE VÉHICULES NEUFS

Le financement bancaire gagne du terrain mais...

● Depuis la relance de l'activité automobile en 2023, les consommateurs algériens affichent un engouement particulier pour l'achat de véhicules neufs proposés par les quelques marques déjà installées via un financement bancaire.

Par Aziz Kharoum
azizkharoum@gmail.com

Les banques savent se réinventer pour élargir leur portefeuille client avec des approches commerciales adaptées. Preuve en est, depuis le début effectif de la commercialisation des véhicules, à l'image de Fiat, Opel, Chery et autres marques, des formules bancaires sont proposées suite à des partenariats signés, afin d'accompagner le financement des clients désireux acquérir un véhicule de ces marques. D'ailleurs, le Salon de l'automobile et de la moto, qui se poursuit à Oran au niveau du centre des conventions Mohamed-Benahmed, nonobstant la rareté des marques de voitures exposées, a été plutôt axé sur l'offre bancaire ainsi que l'assurance post-achat.

Dans ce sillage, la Banque nationale d'Algérie (BNA) suggère deux offres pour financer l'achat de véhicules à travers un prêt classique et un autre entrant dans le cadre de la finance islamique, selon Noura Kellal, la chargée de clientèle, notant l'engouement des citoyens enregistré au niveau du stand de cette banque pour avoir de plus amples informations sur l'opération. La même responsable a expliqué que la principale condition pour bénéficier d'une des deux formules est que le véhicule acheté soit produit localement, «pour encourager et promouvoir la production locale et mettre en application les orientations des pouvoirs publics visant le développement de l'économie nationale», a-t-elle précisé. Le client souhaitant bénéficier du financement de cette banque, qu'il soit classique ou dans



PHOTO : DR

le cadre du financement islamique, doit aussi disposer d'un revenu fixe avec un salaire mensuel estimé à au moins 40 000 dinars. D'autre part, la BNA participe à l'acquisition du véhicule à hauteur de 85% au maximum, ajoute le même interlocutrice. Elle a également souligné que le délai fixé au client pour épurer ses dettes envers la banque est estimé à 60 mois, signalant que le taux d'intérêt qui revient à la banque est estimé à 8%, pour la formule classique, alors que la marge de bénéfice de la banque dépasse légèrement ce taux pour le financement islamique.

FORMULES

En parallèle, la Banque extérieure d'Algérie (BEA) adopte quasiment les mêmes règles en matière de financement de l'achat de véhicules, d'après Abou-Bakr Essedik Henni,

responsable au niveau de cette institution, soulignant que les opérations de son organisme se limitent, jusqu'à présent, aux véhicules produits par l'entreprise «Fiat», cette dernière étant la seule, pour le moment, à avoir lancé une usine de construction automobile en Algérie au niveau de la zone industrielle de Tafraoui (Oran). Et d'ajouter : «Nous avons l'intention de financer, dans un premier temps, deux types de voitures de la marque Fiat, à savoir la Fiat 500 et la Fiat Doblo. Notre banque est prête à financer les achats de ces voitures à hauteur de 90% de leurs sommes globales», explique-t-il.

Il a, en outre, fait remarquer «un fort intérêt» pour la formule bancaire islamique, adoptée aussi par la BEA, en plus du crédit classique, dont le taux d'intérêt est estimé à 7,5%.

Quant à la «Baraka Bank», elle propose à ses clients uniquement un financement islamique, en adoptant le principe de la «Mourabaha», selon lequel l'institution acquiert des véhicules produits localement, puis les revend aux clients avec une certaine marge de bénéfice, comme l'indique la chargée de la clientèle au sein de cet établissement bancaire, Nadia Khalil. Au passage, elle a affirmé que le financement de la banque «Al Baraka» pour ces opérations atteint jusqu'à 80% de la valeur totale du véhicule, dont la propriété sera transférée au client, après avoir payé la totalité du crédit dans un délai maximum de cinq ans. Parmi les conditions souscrites dans cette formule, le client doit disposer d'un revenu mensuel fixe à partir à 50 000 DA, selon la même source.

A. K.

«Mourabaha automobile» : une formule née chez la BEA

La Banque Extérieure d'Algérie (BEA) annonce le lancement de sa nouvelle formule de crédit baptisée «Mourabaha automobile», destinée aux clients souhaitant faire l'acquisition d'un nouveau véhicule fabriqué en Algérie et ceci dans le

cadre du financement islamique. Le directeur du département de la finance islamique de la BEA, Housseem Oukacha, a indiqué dans une déclaration accordée à l'APS que la BEA s'apprêtait à lancer sa formule de crédit islamique qui touchera les véhicules fabriqués en Algérie. La BEA accordera ainsi des crédits «Halal» pouvant aller jusqu'à 90% du montant du véhicule, avec une marge bénéficiaire pour la banque, estimée à 7,5% fixe par an sur une durée pouvant aller d'un à cinq ans.

Assurances

Près de 170 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2023

Le marché national des assurances devrait cumuler un chiffre d'affaires, acceptations internationales comprises, d'environ 168,4 milliards de DA en 2023, soit une progression de 2,6%, comparativement aux réalisations enregistrées en 2022, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa note de conjoncture.

Selon les prévisions de clôture du Conseil, les sociétés d'assurance de dommages prévoient de clôturer l'exercice 2023 avec un total de primes estimé à 145,2 milliards de DA, soit une hausse de 2,9% par rapport à l'année précédente.

A l'exception de la branche «Agricole» qui devrait clôturer avec une réalisation à la baisse de 301 millions de DA au 31 décembre 2023, le reste des branches se voient réaliser des pro-

ductions revues à la hausse, notamment la branche «Automobile» et «Incendie et Risques Divers» (IRD), avec des croissances respectives de 4,7% et de 1,01%.

Quant à la production des assurances de «Personnes», avec un chiffre d'affaires estimé à près de 16,8 milliards de DA, les réalisations devraient augmenter de 4,6% par rapport aux résultats arrêtés à fin 2022.

Concernant l'assurance «Takaful», la branche prévoit de clôturer l'exercice 2023 avec un total de contributions qui s'élèveraient à 215,3 millions de DA, alors que les acceptations nationales seraient en baisse de 8,9%, ce qui se traduirait par une perte de plus de 602 millions de DA, selon la note du Conseil.

La note du CNA précise, pour le bilan des neuf premiers mois de l'année écoulée, que le mar-

ché a cumulé, toutes activités confondues, 124,2 milliards de DA de primes émises, marquant, ainsi, une évolution de 1,8%, par rapport à la même période de 2022.

Quant aux parts de marché, les sociétés publiques restent prédominantes avec une part de 78,4% du marché des assurances de «Dommages», à fin septembre 2023, un taux en stagnation comparativement aux résultats enregistrés à la même période de 2022.

Les sociétés d'assurance de «Personnes» à capitaux privés détenaient, à la même période, 33,1% du total de l'activité.

Elles totalisaient un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de DA, prédominé par les branches «Vie-décès», «Accident» et «Assistance» avec respectivement 52,5%, 55,6% et 33,1% du marché.

بلغت حوالي 79 مليار دينار

القيمة السوقية لبورصة الجزائر ترتفع بـ40 في المائة

رأسمال بنكين عموميين، لافتا لأهمية سوق البورصة بشكل عام كأداة إض. اضية لتمويل وتطوير المؤسسات الجزائرية كونه يسمح باستقطاب الادخار ورؤوس الأموال.

وأوضح يوسف بوزنادة أنه بالنظر إلى كثافة النسيج الاقتصادي الوطني، يمكن أن يشكل السوق المالي (البورصة) مساهمة معتبرة في جهود الحكومة الرامية لتتويع الاقتصاد وإعطاء دفع للأنماط البديلة لتمويل المؤسسات.

ومن الناحية المقابلة، جاءت المصادقة على التنظيم الجديد على مستوى اللجنة والذي سيتم نشره قريبا في الجريدة الرسمية، وهذا بهدف تحيين مجمل النصوص التنظيمية المؤطرة لنشاطات السوق المالي من أجل مواكبتها مع المتطلبات المستجدة للاقتصاد الوطني ومع المعايير الدولية كذلك.

وأشار بوزنادة إلى أن هذا النص الخاص بتنظيم أعلام لبورصة القيم المنقولة (الأسهم والسندات) والذي يعرض النص المؤرخ سنة 1997 "يهدف إلى إعطاء نفس جديد للبورصة وتسهيل عمليات جمع التمويلات في السوق المالي من قبل المؤسسات مهما كان حجمها، من خلال تسهيل إجراءات القبول، مع تأطير أفضل لجلسات التداول". وأفاد المسؤول أن عملية الإصلاح التي يكرسها النظام الجديد ستتمكن من استحداث خمسة أسواق، موضعا أن الأمر يتعلق بسوق سندات رأسمال الذي سيتكون من قسم رئيسي وقسم تطوري، وبشروط قبول محددة على أساس قيمة المؤسسة وليس على أساس رأس المال الاجتماعي، وكذا سوق أسهم الدين، إضافة إلى سوق خاص بهيئات التوظيف المالي الجماعي، حيث يتم تداول الأسهم والحصص وشهادات الصكوك.

ب. سعيد

● كشف رئيس لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، يوسف بوزنادة، ارتفاعا في القيمة السوقية لبورصة الجزائر بنسبة 40 في المائة خلال السداسي الأول من سنة 2023، لتؤكد على المؤشرات الإيجابية لسنة 2022، في انتظار انضمام مؤسسات جديدة بداية من جانفي الجاري.

قال المتحدث في تصريح نقلته وكالة الأنباء الجزائرية، إن "القيمة السوقية بلغت إلى غاية 30 جوان 2023 حوالي 79 مليار دينار مقابل 57 مليار دينار بنهاية السداسي الأول من سنة 2022،

وعليه فقد سجلت اللجنة التي تقوم بدور هيئة ضبط البورصة "انتعاشا معتبرا" للنشاط خلال سنة 2022 مع ارتفاع القيمة السوقية إلى 67.42 مليار دينار بزيادة نسبتها 48 في المائة بالمقارنة مع سنة 2021، فيما قدرت قيمة التعاملات في السوق الرئيسي بـ131.9 مليار دينار، تحسن أرجعه لاستئناف نشاط المؤسسات المدرجة بعد فترة

الأزمة الصحية كوفيد-19، ما أدى إلى ارتفاع كبير في الطلب على الأسهم خصوصا سهم بيوفارم وأليانس للتأمينات.

ويتداول في بورصة الجزائر أسهم 4 مؤسسات: أليانس للتأمينات وبيوفارم والأوراسي وصيدال، بالإضافة إلى "أ.أ.أم انفست" المصنفة ضمن المؤسسات الصغيرة والمتوسطة والمتخصصة في التوظيف المالي، غير أن السوق يرتقب أن يشهد اعتبارا من مطلع العام الجاري، دخول بنكين عموميين وهما القرض الشعبي الجزائري وبنك التنمية المحلية من خلال فتح رأسمالهما بنسبة 30 في المائة.

وتابع رئيس اللجنة "أنا مقتنع أن هذا السوق يتمتع بقدرات معتبرة ويضم كافة العناصر المناسبة التي تسمح للمؤسسات بالحصول على تمويلات بشكل سهل، ما يؤهله للعب دور هام مستقبلا خصوصا مع قرار السلطات العمومية القاضي بفتح

قطاع التأمينات

توقعات بتحقيق رقم أعمال ب170 مليار دج سنة 2023

• توقع المجلس الوطني للتأمينات أن يحقق سوق التأمين الوطني رقم أعمال يقدر بحوالي 168.4 مليار دج سنة 2023، بنسبة نمو قدرها 2.6% مقارنة بسنة 2022.

وذكر المجلس في مذكرته الظرفية أن شركات القطاع ستختتم التأمين على الأضرار سنة 2023 بإجمالي أقساط بقيمة 145.2 مليار دج، أي بزيادة قدرها 2.9% مقارنة بـ2022.

وأفاد المجلس الوطني للتأمينات أنه باستثناء الفرع "الزراعي" الذي من المتوقع أن يختتم سنة 2023 بتراجع في الإنجاز بقيمة 301 مليون دج في 31 ديسمبر 2023، يتوقع المجلس تحقيق زيادات في إنتاج الفروع الأخرى، بما في ذلك فروع "السيارات" و "الحرائق والمخاطر المختلطة"، بنسب نمو تقدر بـ4.7% و1.01% على التوالي.

أما بخصوص إنتاج التأمين على الأشخاص، فقد تم تسجيل رقم أعمال يقدر بحوالي 16.8 مليار دج، ومن المتوقع أن ترتفع الإنجازات بنسبة 4.6% مقارنة بالنتائج المسجلة في نهاية سنة 2022.

وفيما يتعلق بالتأمين "تكافل"، فإن الفرع يتوقع اختتام سنة 2023 بإجمالي مساهمات تقدر بحوالي 215.3 مليون دج، بينما من المتوقع أن يتراجع القبول المحلي بنسبة 8.9%، ما يتسبب في خسارة تقدر بأزيد من 602 مليون دج، حسب المجلس.

وبالنسبة لحصيلة 9 أشهر الأولى من 2023، أفاد المجلس الوطني للتأمينات أن السوق قد حقق 124.2 مليار دج من الأقساط في جميع الأنشطة المجتمعة، بنمو نسبته 1.8% مقارنة بنفس الفترة من سنة 2022. وفيما يتعلق بحصص سوق التأمين في الجزائر، أكدت مذكرة المجلس الوطني للتأمينات أن الشركات العمومية لا تزال مهيمنة بحصة 78.4% من سوق التأمينات على الأضرار بنهاية شهر سبتمبر 2023، مسجلة بذلك ركودا مقارنة بالنتائج المسجلة خلال نفس الفترة من سنة 2022.

وكانت شركات التأمين على الأشخاص برؤوس أموال خاصة تمتلك حصة تبلغ 33.1% من إجمالي النشاط خلال نفس الفترة. وبلغ رقم أعمالها 4.2 مليار دج، مع تفوق فروع "الحياة والوفاء" و "الحوادث" و "المساعدة" بنسب تبلغ 52.5% و55.6% و33.1% من السوق على التوالي. وأج / ق 1

العاصمة تمثل أكبر تمركز لها عدد الوكالات البنكية تجاوز 1750 وكالة نهاية 2023

● في إطار تعزيز الشمول المالي وتكثيف النشاط البنكي انتقلت شبكة الوكالات البنكية عبر التراب الوطني من 1692 وكالة بنهاية جوان 2022 إلى أزيد من 1720 وكالة بنهاية جوان 2023، ونحو 1750 وكالة بنكية نهاية سنة 2023، بالمقابل فإنه يتم إحصاء نحو 4220 مكتب بريدي. وحسب التقديرات، أبان بنك الجزائر برسم نهاية 2022 إحصاء 1626 وكالة بنكية، من بينها 1226 وكالة بنكية صوموية و400 وكالة للبنوك الخاصة، وبمجموع الوكالات البنكية، فإن هنالك 69 وكالة موجهة حصريا للصيرفة الإسلامية نهاية 2022 مقابل 58 وكالة نهاية 2021، ومع منتصف سنة 2023، ارتفع عدد الوكالات البنكية 1750 وكالة، وهو ما يرفع المتوسط المقدر مع نهاية سنة 2022 بنحو وكالة بنكية لكل 26551 نسمة، إلى حوالي وكالة لكل 26400 نسمة. وحسب الإحصائيات، فإن القرض الشعبي الجزائري، يحوز على شبكة تضم 161 وكالة، بينما يضم البنك الوطني الجزائري نحو 235 وكالة، مقابل 218 وكالة للصندوق الوطني للتوفير والاحتياط بنك، فيما تقدر شبكة بنك التنمية المحلية 164 وكالة و342 وكالة بالنسبة لبنك الفلاحة والتنمية الريفية، و127 وكالة لبنك الجزائر الخارجي، بمجموع 1247 وكالة. وتمثل العاصمة أكبر قدر من الوكالات البنكية، حيث تبلغ أكثر من 350 وكالة من مجموع الوكالات البنكية المنتشرة، تليها مدينة وهران.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger